LE SECTEUR ÉNERGÉTIQUE AU QUÉBEC Contexte, enjeux et questionnements

PROTÉGEONS NOS RIVIÈRES !

La Zec (Zone d'exploitation contrôlée) Normandie, qui gère un territoire de plus de 1000 km², regroupe près de 600 membres et dessert des centaines d'utilisateurs, dans son mandat de gestionnaire faunique. Depuis quelques années s'est ajouté à ce mandat de base la gestion du potentiel récréotouristique du territoire.

La Zec Normandie a donc préparé un plan de développement récréotouristique dont le cœur est le développement du potentiel extraordinaire de la rivière du Lièvre. Cette rivière, qui prend sa source en Haute-Mauricie, traverse la zec en son centre et serpente sur une distance de plus de 330 km avant de se jeter, à Buckingham (Gatineau), dans la rivière des Outaouais. C'est une rivière magnifique, très appréciée des canotiers, des kayakers, des randonneurs et des pêcheurs.

Au début des années '90, ce secteur de la Lièvre a été dans la mire d'une entreprise de production d'énergie, la MacLaren, qui souhaitait y construire un barrage ; le projet de harnachement aurait détruit le plus beau segment de la rivière, inondé de vastes territoires, et privé des milliers d'utilisateurs des paysages et activités qui y étaient reliées.

À cette époque, les membres et utilisateurs de la Zec, et la population de la région en général, se sont mobilisés avec succès, aidés en cela par le contexte énergétique d'alors et les coûts estimés du projet, pour défendre leur rivière. Cela a constitué pour eux une grande sensibilisation aux enjeux énergétiques.

C'est pourquoi il nous apparaissait important, à l'heure où le Québec s'interroge à nouveau sur son avenir énergétique, d'intervenir dans le débat par ce court mémoire.

La Zec Normandie s'oppose au développement de petits centrales, lorsqu'elles détruisent des paysages et des milieux de développement récréotouristique, de chasse et de pêche ; la population québécoise a de plus en plus besoin de grandes étendues vierges pour se ressourcer et se reposer, tout en pratiquant des activités de plein air, auxquelles le gouvernement nous convie d'ailleurs par son programme « Vas-y » ; alors que ce gouvernement présente son plan vert et parle de développement durable, il serait aberrant de se diriger vers la filière hydro-électrique pour nos besoins en énergie.

On dit souvent de l'énergie hydro-électrique que c'est une énergie « verte » ; s'il est vrai qu'elle ne libère pas de gaz à effet de serre et qu'elle est renouvelable, il n'en demeure pas moins que, par la construction de réservoirs, elle détruit des écosystèmes aquatiques et terrestres, libère dans l'eau de grandes quantités de mercure qui sont nocives pour les poissons et les humains, et prive la population de rivières vierges et

des paysages qui y sont associés, et ce, sans parler de la longue cicatrice des lignes à haute tension sur des milliers de km.

Nous croyons donc qu'il faut mettre l'accent sur l'efficacité énergétique et les économies d'énergie ; récemment, un pas dans cette direction a été franchi ; mettons-y toute l'« énergie » requise pour en faire un succès auprès de la population ; tous en sortiront gagnants.

Si, malgré les efforts, cela ne s'avérait pas suffisant pour répondre aux besoins énergétiques futurs des Québécoises et Québécois, ayons recours à des énergies moins destructrices, comme par exemple l'énergie éolienne ; en utilisant les gisements éoliens identifiés par les experts, en faisant transiter l'énergie ainsi obtenue par les lignes déjà existantes, et en l'utilisant en complémentarité avec les sources d'énergie hydroélectrique déjà en place, nous croyons qu'il y a là un potentiel qui devrait répondre aux besoins. De plus, certains gisements étant situés près des bassins de population, ils pourraient s'ajouter au potentiel des régions plus éloignées.

Nous croyons aussi que l'énergie solaire pourrait être développée. Bien sûr, elle ne saurait l'être de la même façon que l'éolien, mais localement, et de manière complémentaire, elle contribuerait à réduire la demande d'autres types d'énergie.

Si les centaines de millions de dollars prévues pour la restauration de la Centrale Gentilly 2 étaient affectées à ces deux moyens (efficacité énergétique et énergies vertes), imaginez ce que l'on pourrait faire...

En terminant, nous croyons qu'il serait opportun d'augmenter les pouvoirs et la capacité d'agir de l'Agence d'efficacité énergétique, pour lui donner un rôle prépondérant dans ce qui devrait être la ligne de force de la politique énergétique du Québec. Il faut aussi redonner à la Régie de l'énergie les pouvoirs d'examen qui lui ont été retirés par la loi 116, en particulier en ce qui concerne Hydro-Production, remettant ainsi au débat public la réflexion sur le développement énergétique du Québec et sur la fixation des tarifs.

Nous vous remercions à l'avance pour l'attention que vous accorderez à ce bref mémoire.